



CONSULTATION PUBLIQUE CONCERNANT

LA REALISATION DES RACCORDEMENTS FINALS FTTH SUR TOUT LE TERRITOIRE

A propos d'IGNES

IGNES est l'Alliance des industriels qui proposent des solutions électriques et numériques pour donner vie et animer le bâtiment au service de ses occupants. Celles-ci rendent accessibles l'énergie et la donnée de façon sécurisée, performante et pérenne, et pilotent, avertissent et protègent.

IGNES positionne ces solutions comme réponse clé aux grands défis climatiques et sociétaux. Elle accompagne les industriels, les pouvoirs publics ainsi que les parties prenantes, en France, tout en s'inscrivant dans une dynamique européenne et internationale.

L'Alliance est constituée de 38 entreprises implantées dans les territoires français, PME, ETI et grands groupes internationaux (CASANOVA, DECLECT, HAGER, LEGRAND, OMELCOM, SCHNEIDER...) qui représentent à l'échelle mondiale 100 milliards d'euros et 300 000 emplois dont 100 000 emplois directs et induits en France.

L'ensemble de ses membres partage les valeurs d'innovation et d'entrepreneuriat. IGNEs travaille en réseau avec la filière électrique et celles du bâtiment et de la sécurité. IGNEs est ainsi affiliée à la FIEEC (Fédération des Industries Electriques Electroniques et de Communication) et est membre d'Objectif Fibre. Elle participe également au comité d'expert Fibre de l'ARCEP.

Synthèse de notre contribution

Les nouveaux usages numériques dans les logements ne font qu'émerger - télétravail, télé-enseignement, télé-médecine, appel vidéo par internet, jeu vidéo en réseau, film en streaming, TV connectée... - et révèlent un élément déterminant : le besoin flagrant d'un accès au très haut débit effectif !

Le gouvernement et les collectivités ont investi depuis 2013, avec raison, des dizaines de milliards pour que tous les Français aient accès à ce très haut débit. Mais contrairement aux idées reçues, cette étape nécessaire n'est pas suffisante. Nous constatons que l'étape cruciale du raccordement final de la fibre optique à l'abonné rencontre trop souvent des problèmes.

En effet, plus d'un tiers des raccordements sont défectueux et n'apportent pas les performances attendues.

Il est urgent de se mobiliser pour des mesures efficaces, ayant une incidence directe sur la qualité de la connexion internet, sur la pérennité de l'installation et sur la qualité du bâtiment.

Tout d'abord, la question de la responsabilité se veut importante et il y a un fort besoin de clarification des rôles de chaque partie prenante à opérer. L'opérateur télécom est certes responsable d'apporter du débit à l'entrée du logement, mais il n'est pas responsable du réseau de distribution situé à l'intérieur du logement, responsabilité qui incombe au particulier lui-même. On peut faire le parallèle avec la distribution de l'électricité : le particulier fait appel à un fournisseur d'énergie, mais sait qu'il



est en charge du réseau électrique au sein de son logement. Il serait pertinent de rendre obligatoire le besoin d'informer les particuliers, en amont des travaux de raccordement, sur ce qui relève de l'opérateur et ce qui reste à la charge de l'utilisateur.

Nous avons ensuite besoin d'imposer le recours aux entreprises qualifiées par un organisme de qualification indépendant accrédité par le Cofrac, avec un nombre de sous-traitance limité et un partage de bonnes pratiques, notamment dans le choix de produits conformes et dans le respect des règles de l'art telles que définies dans le guide Objectif Fibre. Accroître le pourcentage de contrôle obligatoire des installations de raccordement en plus d'imposer des entreprises qualifiées favoriseraient un élagage des professionnels non compétents.

Nous plébiscitons aussi la création d'un site internet d'information publique destiné aux particuliers, afin de sensibiliser les Français aux gestes et réflexes à avoir lorsqu'ils souhaitent se raccorder à la fibre optique, mais aussi sur les solutions pour améliorer la qualité de la connexion à internet dans leur logement.

Dans ce monde où tout devient numérique, IGNEs est convaincu que le critère de décence d'un logement sera estimé dans moins d'une décennie sur la qualité de sa connectivité, qui est devenue une denrée essentielle dans le quotidien des Français.

IGNEs souhaite une clarification du rôle de chacun - pouvoirs publics, opérateurs télécom, professionnels du bâtiment, particuliers et à la création d'un climat de confiance, pour que les Français ne soient plus confrontés à de fausses promesses, ou obligés de vivre un véritable parcours du combattant là où ils s'attendent à une fluidité d'accès au service numérique !

IGNEs se tient à la disposition de l'ARCEP pour contribuer à ses travaux.

QUESTION 1 – RECUEIL DES RÉACTIONS DES PARTIES PRENANTES SUR UNE PROPOSITION

Partagez-vous la synthèse établie par les services de l'Autorité des travaux d'état des lieux du groupe de travail « exploitation ».

La qualité des interventions au PM et au PBO ont un impact direct sur la qualité du raccordement final mais aussi sur les couts d'exploitation et maintenance futurs.

S'agissant du point spécifique des interventions sur les PBO en hauteur, IGNES rappelle les bonnes pratiques à suivre dans le guide pratique d'Objectif Fibre 2020 :

- Cadre réglementaire à respecter pour les travaux en hauteur (pages 24, 44 et 45)
- Positionnement des PBO en hauteur (pages 99 et 100)
- Formation des équipes de raccordement (pages 115 à 124)

QUESTION 3 – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

La reprise de malfaçons est une étape indispensable dans la bonne exploitation des réseaux. Quel délai est imparti aux opérateurs commerciaux pour leur permettre d'intervenir et reprendre les défauts constatés ?

Un processus de reprise des malfaçons partagé entre opérateurs vous apparaît-il nécessaire ? Quelles en seraient les modalités éventuelles, notamment en termes de délai ?

Sur les modalités de reprise des malfaçons, IGNES rappelle le guide des bonnes pratiques 2020 d'Objectif Fibre dédié à la réalisation lien PBO – PTO et rédigé avec le concours de l'ARCEP et de l'ANCT, qui liste les règles de l'art à respecter afin de « faire bien du premier coup » et donc de limiter l'occurrence des malfaçons.

Ce Guide a vocation à être le référentiel à respecter dans le cas de malfaçons à corriger. IGNES recommande que la gestion des malfaçons soit partie intégrante des procédures des donneurs d'ordre et fasse l'objet d'un article spécifique dans le contrat STOC. Pour rappel, l'Opérateur d'Immeuble reste responsable de l'ensemble de la chaîne de production et de fait de la relation qu'il a avec l'OC qui opère en sous-traitance.

IGNES tient à rappeler la nécessité de disposer d'équipes de raccordement formées aux problématiques spécifiques liées à cette opération. Ce sujet est abordé aux pages 115 à 124 du guide pratique 2020 d'Objectif Fibre.

IGNES souligne la nécessité de vérifier en avant phase le niveau de formation réelle des équipes de raccordement et qu'Objectif Fibre se tient à la disposition de l'ARCEP pour participer à un groupe de travail ad hoc via son groupe de travail formation. Le donneur d'ordres doit au préalable, avoir vérifié le niveau de qualification de ses équipes sous-traitantes.

QUESTION 4 – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

Les préconisations du recueil de spécifications techniques du comité d'experts fibre optique pour les armoires de rue, notamment dans l'utilisation de serrures et de clés triangles, vous paraissent-elles adaptées ?

Le cas échéant, quels éléments pourraient devoir être améliorés ou ajoutés aux armoires pour en améliorer l'exploitation ?

IGNES rappelle comme indiqué dans le Guide 2020 d'Objectif Fibre, que les interventions aux PM ont un impact direct sur la qualité du raccordement final et le service à l'abonné mais aussi sur l'exploitation et la maintenance, et doivent à ce titre être faites dans les règles de l'art. Les expérimentations en cours devront être évaluées et donner lieu à des recommandations entrant dans les futures bonnes pratiques à partager et appliquer sur le terrain.

Le guide d'Objectif Fibre apporte quelques suggestions en page 87 et 112.

QUESTION 6 – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

Quelles sont les différences et particularités (dans les matériels, les techniques) le plus souvent constatées sur le tronçon du raccordement final chez les opérateurs ? Le cas échéant, quelles difficultés sont-elles susceptibles d'induire ?

Quels sont les éléments techniques du raccordement final qui doivent faire l'objet d'une harmonisation supplémentaire ?

Les échanges bilatéraux entre opérateurs vous paraissent-ils suffisants pour permettre de les améliorer ?

L'organisation d'un atelier spécifique sur l'harmonisation des règles d'ingénierie entrant dans le raccordement final vous paraît-elle pertinente ? Le cas échéant, quels sont les éléments et les modalités qui doivent être étudiés ?

IGNES souligne qu'Objectif Fibre travaille depuis plus de 10 ans à l'harmonisation des bonnes pratiques de déploiement des réseaux optiques et publie chaque année un guide spécifique à différents segments de ces réseaux.

Le Guide Pratique 2020 consacré au raccordement des abonnés à la fibre optique présenté le 8 décembre 2020 est le fruit d'un travail collaboratif entre tous les acteurs de filière. L'ARCEP et l'ANCT, qui ont participé à la rédaction de ce Guide Pratique 2020, ont rappelé le 8 décembre que ce Guide Pratique devait être considéré par la filière comme le référentiel pour la qualité du lien PBO-PTO.

Les règles de l'art indiquées dans ce Guide s'inscrivent pleinement dans cette démarche d'harmonisation des règles d'ingénierie pour le raccordement final. Il rappelle l'absolue nécessité de déployer des matériels conformes à la réglementation et aux recommandations du comité d'export fibre de l'ARCEP (voir page 138 à 140 du Guide Pratique 2020) dans le respect des règles d'installation

Ce Guide 2020 aborde tous les aspects du raccordement clients :

- La réglementation (pages 25 à 38),
- les matériels et leur mise en œuvre selon 9 cas identifiés (pages 39 à 72). En particulier, les déploiements de câbles à fibres optiques en aérien (notamment dans les zones peu denses et/ou rurales) requièrent une attention particulière quant aux choix des matériels déployés et à leur installation. Objectif Fibre recommande de privilégier les produits et solutions qui simplifient l'installation, la maintenance, les réinterventions, comme les solutions pré-connectorisées, les solutions à accessibilité permanente, ... La liste des normes est fournie en fin de document.
- la partie intérieure : en zone privée (pages 77 à 82) et zone commune (pages 91 à 114)
- la partie recette (pages 85 à 90) : un réseau fibre optique de qualité exige une vérification rigoureuse. Les contrôles doivent être effectués conformément aux normes et référentiels à tous les stades de la fabrication des produits et de leur installation pour déceler d'éventuelles non-conformités. Le génie civil (conduites, chambres, poteaux, ... est aussi une partie essentielle de l'infrastructure qui nécessite un contrôle strict. la partie formation (pages 115 à 124) :
- la partie formation : une formation adaptée des prescripteurs et des équipes de déploiement des réseaux en fibre optique est indispensable. Elle doit permettre d'assurer un travail conforme aux règles de l'art et d'éviter les défauts d'installation et les dysfonctionnements. Cette démarche qualité est essentielle pour les acteurs du déploiement de la fibre qui peuvent s'appuyer sur des référentiels de formation et des centres de formation qui disposent de moyens humains et matériels répondant aux exigences de qualification et de certification des personnels (attestation de formation).
Actuellement, de nombreux centres de formation, répartis sur tout le territoire, proposent des modules de formation répondant aux besoins des équipes chargées du déploiement du FttH. C'est notamment le cas pour les centres référencés par Objectif Fibre.

IGNES soutient toutes les initiatives visant à harmoniser les règles d'ingénierie et est à la disposition de l'ARCEP pour apporter son expertise technique dans le cadre d'un atelier spécifique dédié à cette question.

QUESTION 7 – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

Le déroulement des ateliers organisés entre opérateurs, ainsi que des études et des expérimentations lancées par certains opérateurs vous paraît-il satisfaisant pour permettre d'en évaluer les bénéfices escomptés ?

Le pilotage des travaux entrant dans l'amélioration de ces processus vous paraît-il suffisant ?

Estimez-vous nécessaire d'engager des travaux d'harmonisation de ces processus entre opérateurs, en particulier dans l'entretien des points de mutualisation et des points de branchements ?

IGNES soutient toutes les initiatives visant à harmoniser et à diffuser les bonnes pratiques sur toutes les parties du réseau.

Les pages 99 et 100 du guide pratique 2020 d'Objectif Fibre rappellent le rôle clé que tient le PBO dans le raccordement des abonnés à la fibre optique et rappelle quelques bonnes pratiques de base à appliquer dans la gestion de ce composant.

QUESTION 8 – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

Les fichiers d'informations mis à disposition par les OI, notamment fichiers IPE et CR MAD, vous paraissent-ils suffisamment complets et fiables pour déterminer les caractéristiques des raccordements à réaliser ?

Quelles informations devraient être ajoutées ou fiabilisées (par exemple : longueur du raccordement) ?

Les fichiers d'informations gagneraient à bien spécifier la présence ou pas d'un réseau de communication dans le logement. En effet depuis Aout 2010, l'obligation d'installer un réseau multimédia alimentant des prises RJ45 dans plusieurs pièces du logement est effective.

Selon nos statistiques, nous estimons que fin 2020 au moins 2,4 millions de logements neufs sont équipés d'un réseau de communication. Ce nombre va rapidement augmenter dans la mesure où la réglementation (Arrêté) de 2016 renforce l'obligation d'installer un tel réseau dans le neuf.

Pour rappel ce réseau logement constitue le prolongement naturel du FTTH pour distribuer via des prises RJ45 le THD dans toutes les pièces du logement (voir extrait du guide OF en annexe pour plus d'explication)

L'existence de ce réseau est méconnue par les installateurs télécom et ainsi très souvent ignoré alors qu'il permet de faciliter le raccordement de la FO. Il est donc primordial d'indiquer dans les fichiers d'information mis à disposition par le OI, la présence ou pas de ce type de réseau de com logement. Pour cela la date de livraison du logement neuf ou la date du permis de construire peuvent être utilisée pour déterminer la présence ou pas d'un tel réseau.

Concernant le choix des matériels et à leur installation par l'OC sur le lien PBO-PTO peut, et doit, s'appuyer sur le Guide Pratique Objectif Fibre 2020 qui a fait l'objet d'échanges entre les différents opérateurs et d'un consensus quant au type de matériels à utiliser pour chaque configuration rencontrée. IGNES attire l'attention sur la prise en compte du génie civil souterrain en partie privative qui est à la charge de l'abonné mais qui aura bien entendu un impact sur l'opération de raccordement.

QUESTION 9 – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

Les flux d'échanges du protocole accès doivent évoluer pour permettre une meilleure fiabilisation des opérations de raccordement. Vous paraît-il nécessaire de communiquer le tracé des infrastructures à emprunter au format SIG ? Détaillez le cas échéant les informations qui doivent être ajoutées ou fiabilisées.

Une fois le tracé en zone publique agréé entre les opérateurs, les opérations de raccordement peuvent se rapporter aux différentes configurations étudiées dans le Guide Pratique Objectif Fibre 2020 (pages 29 à 72) afin d'harmoniser les opérations de raccordement proprement dites dans le respect des règles de l'art. IGNES attire néanmoins l'attention de l'ARCEP sur la nécessaire prise en compte des souhaits du client final sur le cheminement du câble en zone privative.

QUESTION 12 – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

Quelles informations sont partagées par les opérateurs commerciaux en cas d'échec au raccordement, en particulier dans les cas d'échecs sur les infrastructures de génie-civil ? Détaillez les modalités prévues entre l'OC et l'OI.

Quelles informations doivent être ajoutées à ces flux d'échanges ?

IGNES attire l'attention sur le fait que l'état du génie civil en partie privative doit être pris en compte au moment de la demande de raccordement FttH, afin de réduire au maximum le risque d'échec lors du raccordement (Guide pratique 2020 d'Objectif Fibre : cas n°2 page 53, cas n°4 page 60, cas n°8 page 69).

QUESTION 13 – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

Partagez-vous l'analyse de l'Arcep sur la qualité perçue des raccordements et l'existence d'interventions insatisfaisantes ?

Quelles sont les solutions qui pourraient contribuer selon vous à assurer la qualité des raccordements à la fibre dans la partie privative ?

Quels sont les voies de recours mises en place par les opérateurs avec leurs abonnés en cas de dégradations ou malfaçons dans la réalisation des raccordements ? Quels délais sont habituels constatés ?

IGNES est préoccupée par les nombreux cas de malfaçons reportés et partage donc pleinement les inquiètes de l'ARCEP.

La perception de la qualité du raccordement par les abonnés eux-mêmes est et sera un facteur critique pour l'accélération ou au contraire le blocage des opérations de raccordement par ces mêmes abonnés

L'atteinte de l'objectif 2025 de raccorder 100% des locaux en fibre optique pourra être mise en question par cette mauvaise perception qualitative et les réticences en résultant.

Il est absolument indispensable que les acteurs de cette étape finale du raccordement prennent conscience de cet état de fait.

Une des solutions principales pour améliorer la qualité du raccordement est la fiabilisation du cheminement. Des solutions existent et sont mentionnées dans le guide Objectif Fibre 2020. Cela passe par la protection et la fixation des câbles FO sur les façades, dans les parties communes et privatives avec du matériel adapté. En effet l'infrastructure du FTTH sera pérenne si elle est protégée et fixée avec des produits de cheminement qui sont à minima conformes à leur norme. C'est en effet le seul moyen objectif de s'assurer que les niveaux de performance attendue sont bien présents : la résistance aux UV pour une fixation (caractéristique essentielle pour une durée de vie > 5 ans), la tenue aux chocs adaptée à l'environnement (caractéristique essentielle pour protéger une FO avec une goulotte ou un conduit), la non propagateurs de la flamme pour une goulotte, ...

La NF C 15-100 n'autorise ainsi que des produits conformes à leur norme pour éviter l'installation de produit non pérenne voire dangereux.

Plus largement, il est important d'acter que ces bonnes pratiques relèvent à la fois du savoir-faire technique (choix des matériels, maîtrise des techniques de pose, qualité de la recette) du savoir-être des équipes opérationnelles dans l'environnement privatif, très différent de l'environnement extérieur et en voirie.

IGNES recommande que ce Guide Pratique Objectif Fibre 2020 soit systématiquement mentionné comme LE référentiel dans les travaux et communications de l'ARCEP s'agissant du raccordement des abonnés au réseau FttH mutualisé.

QUESTION 18 – RECUEIL DES REACTIONS DES PARTIES PRENANTES SUR UNE PROPOSITION

Ces coûts par typologies vous paraissent-ils pertinents ?

Si non, pourriez-vous indiquer, à la lumière des résultats détaillés dans le tableur Excel annexé à la consultation et à l'aide d'éléments objectifs et documentés, les unités d'œuvre dont les coûts ne vous semblent pas correspondre à la pratique et le coût moyen que vous leur attribuez ?

Concernant les fournitures, IGNES souligne qu'il est anormal de parler de coût sans définir au préalable la qualité des produits. Le niveau minimal est la conformité de ces derniers à leur norme produit et aux normes d'installation. IGNES fait dans le tableau ci-dessous des propositions et le guide Objectif Fibre 2020, dans ses pages 138 à 140, complète ces références.

Aujourd'hui, l'absence de consignes sur la conformité du matériel et l'absence de contrôle encouragent le recours à des produits non conformes. Ce qui à terme va entraîner des problèmes de pérennité de l'infrastructure, la ré-intervention d'un professionnel après quelques années, et des surcoûts lors de l'exploitation à moyen terme.

Bien que la fiabilisation du cheminement fasse clairement partie des solutions pour améliorer les raccordements, nous notons avec regret que les cheminements de câble ne sont même pas identifiés dans le tableau proposé. La pose pourtant de ses produits est indispensable pour la qualité et la pérennité de l'installation. Nous proposons donc d'ajouter :

-mini goulottes/moulures : protégeant la FO installée dans les parties communes à une hauteur <2m (Guide OF). Elle aussi fortement recommandée dans les logements.



-colliers à embase :

Figure en jaune ci-dessous :

- en jaune dans le tableau, les prix moyens de produit conforme confirmés ou modifiés par IGNES
- en jaune soulignés, les ajouts proposés par

Désignation	PU HT	Immeuble		Souterrain		Façade		Aérien		Conformité (prenant en compte l'usage****)
		Qté	Total HT	Qté	Total HT	Qté	Total HT	Qté	Total HT	
PTO + Pigtail	5,85 €	1	5,85 €	1	5,85 €	1	5,85 €	1	5,85 €	XP C 93-927***
Câble Indoor	0,49 €	20	9,80 €	0	0,00 €	0	0,00 €	0	0,00 €	
Câble Indoor/Outdoor	0,51 €	0	0,00 €	70	35,70 €	45	22,95 €	70	35,70 €	
Colliers	0,05 €	10	0,50 €	20	1,00 €	10	0,50 €	5	0,25 €	EN 62275
Reboucheur	0,45 €	1	0,45 €	1	0,45 €	1	0,45 €	1	0,45 €	
Agraphes et/ou colle	0,10 €	3	0,30 €	3	0,30 €	3	0,30 €	3	0,30 €	
Embases fix câble -> Collier à embase ou embase seule	0,02 0,4 €	0	0,00 €	0	0,00 €	20	0,42 8 €	0	0,00 €	EN 62275
Mini Goulottes/Moulures *	1,5 €/m	6**	9 €	0	0	0	0	0	0	EN 50085
Étiquettes Brady PM/PBO/PTO	0,36 €	3	1,08 €	3	1,08 €	3	1,08 €	3	1,08 €	
Étiquettes à Frapper	0,05 €	1	0,05 €	1	0,05 €	1	0,05 €	1	0,05 €	
Pince Ancrage	3,50 €	0	0,00 €	0	0,00 €	0	0,00 €	2	7,00 €	
Queue de cochon mix bois/fer	2,00 €	0	0,00 €	0	0,00 €	0	0,00 €	1	2,00 €	
Demi lune 2,5 ml	3,85 €	0	0,00 €	1	3,85 €	0	0,19 €	0	0,39 €	
Traverse 11 trous	2,84 €	0	0,00 €	0	0,00 €	0	0,00 €	0	0,00 €	
Traverse 15 trous	4,80 €	0	0,00 €	0	0,00 €	0	0,00 €	0	0,96 €	
Semelle Universelle	4,91 €	0	0,00 €	0	0,00 €	0	0,00 €	0	0,98 €	
Réhausse	9,16 €	0	0,00 €	0	0,00 €	0	0,00 €	0	0,92 €	
Feuillard	0,20 €	0	0,00 €	0	0,00 €	0	0,00 €	6	1,20 €	
Vis chevilles	1,00 €	0	0,00 €	1	1,00 €	1	1,00 €	1	1,00 €	

Boulons	0,90 €	0	0,00 €	0	0,00 €	0	0,00 €	2	1,80 €	
Petits Matériel	2,00 €	1	2,00 €	1	2,00 €	1	2,00 €	1	2,00 €	
Jarrettière PM 3,5 ml (pour l'OC)	2,35 €	1	2,35 €	1	2,35 €	1	2,35 €	1	2,35 €	
Jarrettière Abonné 2ml	2,50 €	1	2,50 €	1	2,50 €	1	2,50 €	1	2,50 €	
<p>* Goulotte protégeant la FO installée dans les parties communes à une hauteur <2m (Guide OF)</p> <p>** Distance moyenne estimée sur palier</p> <p>*** Plus homologation opérateur</p> <p>**** Certaines normes donnent la possibilité de choisir entre plusieurs niveaux de performance selon l'usage (Ex : tenue à l'arrachement/traction, tenue aux UV)</p>										

QUESTION 20 - RECUEIL D'INFORMATIONS

Quelles évolutions les acteurs anticipent-ils pour les coûts de réalisation des raccordements finals, notamment concernant la main d'œuvre, le matériel et les charges ?

Les coûts de réalisation sont à mesurer à l'aune des pratiques de raccordement utilisées. A cet égard, les recommandations du Guide Pratique Objectif Fibre 2020 dédié au raccordement des abonnés visent à harmoniser et partager les bonnes pratiques de raccordement et à diminuer les taux d'échec, donc les coûts de raccordement mais aussi les coûts d'exploitation et maintenance

Raccorder correctement dès la première intervention, dans les règles de l'art et avec le niveau de qualité souhaité et perçu par le client est de nature à diminuer les coûts globaux de raccordement par la baisse du nombre de ré-intervention pour corriger d'éventuelles malfaçons.

QUESTION 25 - RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

Estimez-vous souhaitable que l'Autorité promeuve une harmonisation des pratiques entre opérateurs d'infrastructures sur la caractérisation des raccordements « longs » ? Si oui, sur la base de quels paramètres et selon quelles modalités ? Si non, pourquoi ?

IGNES supporte toutes les initiatives destinées à harmoniser et diffuser les bonnes pratiques pour le déploiement des réseaux optiques, et à fortiori les opérations de raccordement d'abonné à la fibre optique, dont les raccordements longs.

IGNES recommande de missionner Objectif Fibre qui regroupe les acteurs de la filière, sur saisie de l'ARCEP, pour conduire de tels travaux d'harmonisation dans le cadre de ses Groupes de travail sur les bonnes pratiques professionnelles et sur la formation

QUESTION 30 (en domaine public) - RECUEIL D'INFORMATIONS

(i) Quelles sont les principales difficultés techniques qui excluent les raccordements de la catégorie « standards » (fourreau cassé, fourreau bouché, poteau à changer, élagage, etc.) ? Les acteurs sont invités à transmettre une classification de ces difficultés qui renseigne, pour chacune, le coût et la proportion à laquelle elle est rencontrée.

(ii) L'OI est responsable, sur le domaine public, de la disponibilité des infrastructures d'accueil entrant dans la réalisation du raccordement final, ce qui implique de les financer. Cela appelle-il des observations de la part des acteurs ?

(iii) Dans le cas où le raccordement est réalisé par un OC intervenant en mode STOC, la réalisation technique de certaines opérations, notamment sur le génie-civil, pourrait théoriquement être menée par l'OI ou par l'OC. Y a-t-il des opérations sur le domaine public qui pourraient être réalisées par les OC dans le cadre d'une intervention en mode STOC ? Le cas échéant, dans quelles situations et quels critères permettraient de les caractériser (nature des travaux, coût des travaux, etc.) ?

(iv) Les acteurs estiment-ils que certaines interventions sont trop complexes pour être réalisées en mode STOC ? Le cas échéant, merci de détailler la nature de l'intervention et la raison qui les rendent irréalisables par les OC.

(v) Enfin, comment les acteurs envisagent-ils la réalisation de ces raccordements : est-ce que, dans ces cas précis, une reprise en main de l'intervention par l'OI leur semble pertinente ? Pour l'intervention complexe spécifiquement, ou pour tout le raccordement ?

Quel que soit le type de montage retenu pour les raccordements, il est important de rappeler que le Guide Pratique Objectif Fibre 2020 offre un référentiel commun aux opérations de raccordement final de l'abonné au réseau Ftth. L'application systématique des bonnes pratiques relevées dans ce Guide doivent être appliquées indépendamment du mode de raccordement choisi.

QUESTION 33 (en domaine privé) - RECUEIL D'INFORMATIONS

(i) Quelles sont les principales difficultés techniques rencontrées en domaine privé lors de la réalisation du raccordement final ? Les acteurs sont invités à transmettre une classification de ces difficultés qui renseigne, pour chacune, le coût et la proportion à laquelle elle est rencontrée.

(ii) Les acteurs sont invités à s'exprimer sur les coûts engendrés par ces raccordements finals : qui doit les supporter et comment doivent-ils être facturés ? Est-ce qu'il vous semble pertinent que ces derniers soient exclusivement portés par le client final ou, au contraire, supportés collectivement par les acteurs, par exemple au travers d'une péréquation de ces coûts sur l'ensemble des raccordements finals de la zone ?

(iii) Enfin, les acteurs sont invités à indiquer 1) celui qui en pratique établit le cahier des charges techniques de l'intervention et 2) celui qui en pratique réalise la remise à niveau des infrastructures d'accueil. Est-ce l'opérateur d'infrastructure qui exploite le réseau sur la zone, l'opérateur commercial qui, s'il agit en mode STOC, identifiera en premier les difficultés, ou le client final qui est responsable de la disponibilité des infrastructures d'accueil ?

Un certain nombre de difficultés techniques rencontrées lors des interventions en domaine privé peuvent être résolues par la simple mise en œuvre des bonnes pratiques recensées et diffusées dans le Guide Pratique Objectif Fibre 2020. Ce point est particulièrement important lors de l'établissement du cahier des charges technique de l'intervention mentionné au point (iii).



Par ailleurs, s'agissant du raccordement en partie privative, il est important de prendre en considération l'état du génie civil ainsi que le cheminement du câble souhaité par l'abonné, et ce au moment de la planification du raccordement.